

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7

Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Téléc. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590

cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE NATIONALE AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

Ottawa, Ontario

Du 10 au 12 mars 2026

Consœurs, confrères et amis,

Depuis le retour au pouvoir de Donald Trump et ses menaces explicites envers la stabilité économique et la souveraineté de plusieurs pays – y compris une hostilité déclarée à l'égard du Canada – le gouvernement fédéral peine à formuler et à communiquer une stratégie claire pour protéger notre économie et préserver notre souveraineté. Cet échec, s'il ne paraît pas dans les discours, est flagrant dans les choix fiscaux. Et le premier budget de Mark Carney nous apprend non seulement ce que le gouvernement va dépenser, mais aussi ce qu'il est prêt à sacrifier.

Pour privilégier l'expansion militaire, le fédéral sabre dans les programmes et services publics qui nous définissent en tant que Canadiennes et Canadiens. Une stratégie crédible de mobilisation collective, prête à jouer des coudes, doit s'appuyer sur un engagement commun envers de bons services publics, des soins de santé universels, des services éducatifs à l'enfance abordables et des communautés solidaires et résilientes. Si notre réponse ne s'ancre pas dans ces piliers, nous passons complètement à côté de l'essentiel : la défense de notre souveraineté repose d'abord sur la protection des systèmes mêmes qui font du Canada un pays qui mérite d'être défendu.

Pour les travailleuses, les travailleurs et les communautés, ce moment souligne la nécessité d'une résistance organisée. L'histoire démontre que les tentatives visant à diviser et à démobiliser le mouvement syndical sous-estiment invariablement sa capacité de solidarité – et c'est précisément cette force collective qui façonnera la suite des événements. Le SCFP, en tant que syndicat attaché à la dignité, à la démocratie et à de bons services publics, a un rôle central à jouer pour relever ces défis.

MARK HANCOCK

National President/Président national

CANDACE RENNICK

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorière nationale

DAWN BELLEROSE, PATRICK GLOUTNEY, SHERRY HILLIER, GINA MCKAY, KAREN RANALLETTA

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

En 2026, plus que jamais, nous devons unir nos forces, celles de nos 800 000 membres, et nous engager à lutter pour un monde meilleur. Ce travail commence par la poursuite des investissements dans des initiatives menées par les travailleuses et travailleurs : obtenir de meilleures conventions collectives, défendre les services publics et bâtir des campagnes fortes pour exiger des gouvernements qu'ils protègent notre économie en investissant dans les services publics dont la population canadienne dépend et en les élargissant.

Assemblée publique avec les candidates et candidats à la direction du NPD fédéral

Le 7 janvier, dans les jours qui ont suivi la fin du congé des fêtes, Mark et moi avons animé un webinaire avec les cinq candidates et candidats à la direction du NPD fédéral. Nous avons invité les membres et les alliés du SCFP à y participer, et plus de 500 personnes se sont jointes à nous pour une vaste discussion au cours de laquelle les candidates et candidats ont répondu à de nombreuses questions.

C'était vraiment encourageant de voir notre syndicat organiser une importante conversation politique dans laquelle nos membres étaient au premier plan pour façonner l'avenir de notre parti. Je tiens à remercier tous ceux et celles qui ont participé en direct, et les autres qui ont regardé l'événement en différé sur notre site web. Le SCFP doit être incontournable dans le débat politique canadien, et ce webinaire incarnait cet engagement.

Rencontres avec le personnel du SCFP

Le 13 janvier, Mark et moi avons entamé notre tournée annuelle de rencontres avec le personnel du SCFP. Nous consacrons les premières semaines de chaque année à écouter les membres du personnel parler de leur travail : partager leurs réussites, soulever des défis et signaler les enjeux et les tendances à surveiller au cours des mois à venir.

La tournée a commencé le 13 janvier avec le personnel du bureau national et s'est conclue le 10 février par des rencontres avec notre personnel du Québec. J'ai pu assister en personne à la plupart de ces réunions et j'ai eu le plaisir de me joindre aux autres à distance. Entendre directement notre personnel parler de l'ampleur et de la diversité des enjeux auxquels il est confronté est une excellente façon d'amorcer la nouvelle année.

Réunion des dirigeants et dirigeantes du SCFP-Alberta

Une tradition albertaine veut qu'après la réunion du personnel, on invite les dirigeantes et dirigeants des sections locales à passer une journée ensemble pour apprendre les uns des autres et partager leurs expériences. Le 29 janvier, j'ai été très heureuse de rencontrer un grand nombre de ces personnes qui font du SCFP la voix forte et efficace qu'il est en Alberta.

Merci à Raj Uppal, présidente du SCFP-Alberta, pour son leadership exceptionnel dans la région et pour avoir organisé un événement aussi réussi et instructif, ainsi qu'au conseil exécutif du SCFP-Alberta qui m'a invitée à y participer. L'Alberta est sans aucun doute une province pleine de défis pour les syndicalistes, mais l'énergie qui régnait dans la salle était positive, déterminée et inspirante. Il m'est apparu clairement que notre syndicat gagne en influence dans la province et que cela ne passe pas inaperçu.

Réunion avec la section locale 4318 au Banff Centre

Pendant mon séjour en Alberta, j'ai eu le plaisir de visiter les coulisses du magnifique Banff Centre for Arts and Creativity. C'était une excellente occasion de constater le travail incroyable qui y est réalisé et de rencontrer des membres dévoués de la section locale 4318 qui contribuent à rendre tout cela possible. Le SCFP représente l'ensemble des classifications non cadres à cet endroit, et la fierté que les membres tirent de leur travail était manifeste tout au long de la visite. Nous allons explorer la possibilité d'y organiser un événement du SCFP.

Merci à Stephanie Kennedy, vice-présidente de la section locale 4318, d'avoir organisé cette visite et à Raj Uppal, présidente du SCFP-Alberta, de s'être jointe à nous. Merci pour l'accueil chaleureux et la possibilité d'échanger avec les membres dans un cadre aussi inspirant.

Réunion du Conseil canadien du CTC

Le 4 février, j'ai participé à la réunion du Conseil canadien du CTC à Ottawa, où nous nous sommes concentrés sur l'organisation du prochain congrès du CTC, ainsi que sur l'instabilité croissante induite par les ambitions impérialistes et les tarifs douaniers de Donald Trump. L'impact se fait déjà sentir chez nous, avec de nouveaux licenciements dans l'industrie automobile ontarienne et des milliers d'emplois perdus dans la foresterie et d'autres secteurs manufacturiers, les emplois de gens qui se retrouvent en première ligne de cette guerre commerciale. Nous avons convenu que le Canada devait réagir, faisant écho à l'appel de Mark Carney à cesser d'apaiser Trump, mais la réponse ne peut être l'austérité ou de nouvelles coupes. Au contraire, nous avons besoin de stratégies industrielles fortes qui placent les travailleuses et travailleurs au premier plan : l'entreprise qui veut vendre ici doit construire ici. Nos emplois, nos ressources et nos services publics ne sont pas des marchés à exploiter. D'ailleurs, à lui seul, le marché ne résoudra pas cette crise.

Conférence des secrétaires-trésorières et secrétaires-trésoriers du SCFP-Ontario

Le 11 février, j'ai eu le plaisir de m'adresser aux participants à la Conférence des secrétaires-trésorières et secrétaires-trésoriers organisée par le SCFP-Ontario. C'est toujours un privilège de participer à cet événement que j'ai contribué à démarrer, il y a plusieurs années. Quel plaisir de le voir perdurer et de savoir que les possibilités d'apprentissage qu'il offre sont appréciées ! Le rôle de trésorière ou de trésorier de section locale comporte d'importantes responsabilités qu'il faut souvent exercer avec peu de soutien, et beaucoup acceptent ces fonctions sans réelle formation comptable. Les conférences comme celle-ci sont essentielles pour offrir des outils pratiques, des conseils et de la solidarité aux centaines de trésorières et trésoriers qui maintiennent la

force de nos sections locales. Je remercie sincèrement Yollanda McClean, secrétaire-trésorière du SCFP-Ontario, ainsi que le Conseil exécutif de la division, pour leur invitation et leur accueil chaleureux.

Réunion des comités et journée de lobbyisme

Du 23 au 26 février 2026, les dix-huit comités nationaux ont été réunis sous un même toit, afin que nouveaux membres et membres chevronnés se rassemblent en séances plénières et au sein de leurs comités individuels pour discuter de priorités communes et de problématiques qui affectent directement leurs travaux. Ces débats ont permis de jeter les bases des activités des comités pour les deux prochaines années et de renforcer les liens entre ceux-ci.

Le programme de la Réunion des comités avait été repensé cette année pour y intégrer une journée de lobbyisme sur la Colline du Parlement. Les membres des comités ont participé à une formation et à une plénière visant à placer les services publics au cœur d'une stratégie canadienne efficace face aux États-Unis de Trump. Ils ont ensuite pris part à une centaine de rencontres avec des député(e)s de tous les partis, des sénatrices et des sénateurs ainsi que du personnel politique.

Mark et moi avons commencé notre journée de lobbying par une conférence de presse sur la Colline aux côtés d'Alexandre Boulerice. Par la suite, nous nous sommes joints aux membres du SCFP pour une journée complète de rencontres de lobbying, ce qui m'a amené à participer à des réunions avec le secrétaire parlementaire du premier ministre, Kody Blois, le ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Steven MacKinnon, la ministre de l'Emploi et des Familles, Patty Hajdu, ainsi que le secrétaire d'État au Travail, John Zerucelli.

L'expérience a été riche en leçons et en compétences pratiques. Nous espérons qu'elle encouragera les membres des comités nationaux à militer plus directement auprès de la classe politique au cours de leur mandat et qu'elle fera des petits dans les régions.

Réunion des secrétaires-trésorières et secrétaires-trésoriers des divisions

Le 2 mars, j'ai réuni les secrétaires-trésorières et secrétaires-trésoriers des divisions pour une première réunion trimestrielle. Cette rencontre a permis d'instaurer un dialogue ouvert, de favoriser la résolution collective des enjeux et d'approfondir les responsabilités et les défis liés à cette fonction. Nous nous sommes penchés sur le soutien que le syndicat national offre aux divisions, qu'il s'agisse du financement de campagnes ou d'autres formes d'assistance, ainsi que sur l'accès à ces ressources et la bonne utilisation de celles-ci. La réunion avait pour but de partager des informations, de répondre aux questions et de renforcer la coordination, afin que chaque division dispose de la clarté et du soutien nécessaires pour accomplir son travail avec confiance et efficacité.

Congrès de la division de la Saskatchewan

Les 4 et 5 mars, j'ai eu l'honneur de participer au congrès de la Division de la Saskatchewan. C'est toujours un véritable plaisir de lancer la saison des congrès en Saskatchewan et de s'inspirer du travail remarquable des dirigeants locaux, au service de leurs communautés et de leurs membres, dans cette province. Mark et moi avons eu le plaisir d'animer un déjeuner des dirigeants nationaux pour les personnes déléguées, au cours duquel nous avons discuté du rôle du syndicat national dans la défense des services publics et dans la lutte contre le programme d'austérité du gouvernement Carney, en nous inspirant de notre récente journée de lobbying à Ottawa. Je tiens à féliciter Kent Peterson et Victor Castro pour leur réélection à la présidence et au poste de secrétaire-trésorier du SCFP-Saskatchewan, ainsi qu'à tous les membres, anciens et nouveaux, du comité exécutif de la division. Ce congrès a été une fois de plus une belle réussite – bravo aux organisatrices et organisateurs pour leur excellent travail et pour une autre année de réalisations solides au nom des membres de la Saskatchewan.

Journée internationale des droits des femmes

Le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, nous célébrons avec fierté les contributions remarquables des femmes du monde entier, et plus particulièrement celles des femmes du SCFP dont le leadership, la résilience et le dévouement renforcent notre syndicat. Les femmes de notre syndicat mènent des négociations, sont au sein de campagnes d'organisation, encadrent de nouvelles personnes militantes et défendent l'équité dans tous les secteurs. Elles défient l'injustice, éliminent les obstacles et continuent à faire pression pour obtenir des milieux de travail plus sûrs, des salaires décents et des communautés plus fortes, tout en composant avec les inégalités systémiques qui persistent dans notre société. Leur courage, leur compétence et leur solidarité sont au cœur de notre force collective.

Le lundi 9 mars, au bureau national, nous avons célébré cette occasion en exprimant notre sincère reconnaissance aux femmes de notre personnel, en offrant des rafraîchissements dans le hall d'entrée pour permettre des échanges, des réflexions et un moment de convivialité dans un cadre informel.

Bureau d'intervention et de prévention du harcèlement et des conflits (BIPHC)

Le Bureau d'intervention et de prévention du harcèlement et des conflits (BIPHC) continue de faire face à une demande croissante, recevant en moyenne une à trois nouvelles demandes par jour. Ces demandes comprennent des consultations, du soutien aux interventions, des renvois du Service juridique en vertu de l'article F1m de la procédure de procès, ainsi que des plaintes déposées dans le cadre de la Procédure d'intervention en cas de harcèlement et de discrimination.

Le BIPHC gère actuellement 112 dossiers actifs et offre des services tels que la médiation, l'accompagnement en responsabilisation, la consolidation d'équipe, le développement de plans de soutien sécuritaire, le coaching en gestion de conflits et l'évaluation des risques. Les plaintes liées à des événements ne sont prises en compte que lorsqu'elles sont officiellement renvoyées au BIPHC. Au cours du dernier trimestre, le bureau s'est concentré sur la mise en œuvre de la Procédure de réponse en matière

de harcèlement et de discrimination conformément aux meilleures pratiques, notamment par l'élaboration de modèles de communication et d'outils de suivi.

Depuis le 1er janvier, le BIPHC a reçu 13 plaintes en vertu de la nouvelle procédure et coordonne 25 dossiers relevant de la procédure de procès auxquels l'option de recourir à la nouvelle procédure a été offerte. Le bureau collabore également avec le service des TI afin de mettre en place un système de gestion des dossiers dans M-Files pour l'ensemble des dossiers complexes, à l'exception des plaintes liées aux événements, sauf en cas de renvoi officiel.

Le Programme des personnes-ressources (Ombuds) pour les événements, appuyé par la nouvelle responsable des systèmes de gestion des cas, a amélioré la cohérence des processus d'accueil, des bilans et de la rétroaction. Au cours du dernier trimestre, le BIPHC a soutenu huit événements du SCFP dans trois régions, le personnel de l'Éducation syndicale agissant principalement à titre de responsables Ombuds et collaborant à l'élaboration de la formation Ombuds prévue en mars.

Les demandes de médiation au sein des sections locales ont augmenté de façon marquée depuis l'automne 2025, dépassant la capacité actuelle du personnel. Le BIPHC accorde donc la priorité à la formation en médiation et offre un soutien lors de conflits. Le bureau a codéveloppé, avec Community Justice Initiatives, un programme de médiation transformatrice destiné à 20 membres du personnel en mai 2026. Les personnes ayant complété la formation formeront une communauté de pratique en médiation afin de soutenir les demandes continues. Au cours de la prochaine année, cette formation orientera la création d'ateliers et de séances plus courtes visant à renforcer les compétences en résolution de conflits qui tiennent compte des traumatismes et en pratiques fondamentales de médiation au sein du SCFP.

Budget 2026

En décembre dernier, le Conseil exécutif national a adopté le budget qui lui a été présenté pour l'année 2026. Depuis, mon bureau a approuvé une légère modification aux effectifs alloués à la région de l'Alberta. Après réflexion, et avec le soutien de la direction et des élu(e)s de l'Alberta, nous avons transformé le poste de personne conseillère en santé et en sécurité au bureau régional de l'Alberta en un poste de personne conseillère au mentorat afin de mieux répondre aux besoins actuels.

CONFÉRENCES ET ACTIVITÉS NATIONALES

La Réunion des comités étant terminée, l'équipe des événements se concentre sur la planification d'un ambitieux programme d'activités pour 2026. Les préparatifs sont déjà en cours pour le lac-à-l'épaule du Conseil exécutif national en mars, la réunion des sections locales du secteur de l'énergie en avril et la conférence du PAE organisée en marge de la Conférence de l'Est sur les droits de la personne en octobre. De plus, mon bureau, en collaboration avec les divisions du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, organise « Finances Sen\$ées », une conférence sur les finances locales destinée aux membres des comités exécutifs de la région des Prairies. La conférence aura lieu à Winnipeg, du 11 au 13 septembre. Elle proposera des présentations

d'experts et des ateliers dynamiques afin de fournir aux membres des comités exécutifs l'information et les compétences nécessaires pour assumer leurs responsabilités financières et se sentir en confiance lorsqu'ils prennent des décisions financières. Finalement, l'année se terminera par la Conférence du Conseil national des secteurs, qui se tiendra du 22 au 26 novembre au Centre des congrès de Halifax, dans la région de l'Atlantique.

ÉTATS FINANCIERS DU TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

CAISSE GÉNÉRALE

État de la situation financière à la fin du quatrième trimestre

Actif : L'actif total de la Caisse générale au 31 décembre 2025 était de 460,1 millions de dollars, comparativement à 448,6 millions de dollars au 31 décembre 2024.

Le solde bancaire au 31 décembre 2025 était de 4,7 millions de dollars, en baisse de 14,1 millions de dollars par rapport au solde du 31 décembre 2025. Le solde bancaire inclut diverses réserves de liquidités destinées aux prestations de retraite, au financement des avantages sociaux futurs, à l'entretien des propriétés, au congrès national et au Fonds pour les édifices régionaux.

Passif : Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 360,5 millions de dollars au 31 décembre 2025, comparativement à 358,7 millions de dollars au 31 décembre 2024.

Passif de capitalisation des avantages sociaux futurs : Selon la méthode que nous utilisons pour évaluer le passif avec le taux prévu des revenus de placement, le passif réel calculé par notre actuaire au 31 décembre 2024 s'élevait à 293,2 millions de dollars. Au 31 décembre 2025, ce passif s'élevait à 304,6 millions de dollars, progressant vers la valeur estimée de notre passif par Eckler à la fin de 2025. Ce montant est entièrement inscrit au bilan sous la rubrique « passif à long terme ».

À la fin de notre exercice de 2025, Eckler calculera notre passif de capitalisation des avantages sociaux futurs au 31 décembre 2025. Si ce calcul diffère de leur estimation initiale, la différence sera amortie sur une période de 5 ans en commençant par 1/5 en 2025. Cette approche, également appelée « lissage », contribuera à réduire l'impact des ajustements importants de fin d'année sur notre passif de capitalisation des avantages sociaux futurs.

Solde de la Caisse : Le solde de la Caisse au 31 décembre 2025 se situait à 99,5 millions de dollars, dont un total de 4,1 millions de dollars est affecté comme suit : 1,6 million de dollars à la Caisse de participation aux événements nationaux et 2,4 millions de dollars au Fonds pour les édifices régionaux. Avec ce qui reste du solde, nous avons investi 87,4 millions de dollars dans les immobilisations, ce qui laisse un solde non affecté de 8,1 millions de dollars.

État des résultats au quatrième trimestre

Le surplus d'exploitation préliminaire et non vérifié pour l'année s'élève à 9,7 millions de dollars.

Revenus : Les revenus s'élevaient à 292,4 millions de dollars, par rapport à un budget de 289,1 millions de dollars. La capitation et les droits d'adhésion comptaient pour 290 millions de dollars du total des revenus, ce qui est supérieur de 2,1 millions de dollars au budget. Les intérêts sur placements, les gains non réalisés, les intérêts sur les arriérés de capitations et les recettes diverses représentent 2,5 millions de dollars du total.

Dépenses : Le total des dépenses était de 282,8 millions de dollars, ce qui est inférieur de 2 millions de dollars au budget.

Les salaires sont inférieurs de 2,1 millions de dollars au budget et les avantages sociaux courants y sont supérieurs de 2 millions de dollars.

Dépenses d'exploitation :

Voici quelques-uns des éléments les plus importants des dépenses d'exploitation :

1. Le coût des programmes est **inférieur** au budget de 4,1 millions de dollars.
2. Les dépenses de bureau sont **inférieures** au budget de 958 000 \$.
3. Le coût des télécommunications est **inférieur au budget** de 483 000 \$.

CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE

État de la situation financière au quatrième trimestre

Actif : Au 31 décembre 2025, l'actif total s'élevait à 42,8 millions de dollars, comparativement à 42,7 millions de dollars au 31 décembre 2024.

Le solde des liquidités au 31 décembre 2025 était de 1,2 million de dollars, en baisse par rapport au solde de 6,5 millions de dollars au 31 décembre 2024. En outre, nous avons des placements totalisant 38,5 millions de dollars sur papier au 31 décembre 2025, en hausse de 6,3 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2024.

Passif : Nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer totalisant 2,8 millions de dollars au 31 décembre 2025, comparativement à 4,0 millions de dollars au 31 décembre 2024. Nous avons aussi un passif de 19,4 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, comparativement à 15,3 millions de dollars à la fin de 2024. Enfin, nous devons 2,2 millions de dollars à la Caisse générale à la fin de 2025, par rapport à 2,5 millions de dollars au 31 décembre 2024.

Solde de la Caisse : Au 31 décembre 2025, le solde de la Caisse s'établissait à 18,4 millions de dollars, par rapport à 20,8 millions de dollars au 31 décembre 2024.

État des résultats au quatrième trimestre

Le déficit préliminaire, avant pertes non réalisées, pour 2025 est de 2,1 millions de dollars. Rappelons que le Conseil exécutif national a approuvé un déficit budgétaire de 6,2 millions de dollars pour l'exercice en cours. Il s'agit d'une mesure prise pour dépenser une partie de l'excédent accumulé dans la Caisse nationale de défense au cours des dernières années.

Revenus : Les revenus totaux de la Caisse s'élevaient à 19,1 millions de dollars au 31 décembre 2025. La capitation allouée à la Caisse au 31 décembre 2025 s'élevait à 17,5 millions de dollars et les placements ont produit des intérêts de 1,6 million de dollars.

Dépenses : Les dépenses de la Caisse totalisaient 21,2 millions de dollars se détaillant comme suit :

Campagnes à frais partagés : le Conseil exécutif national a approuvé un total de 12,5 millions de dollars en campagnes à frais partagés. Nous avons récupéré 2,8 millions de dollars en fonds inutilisés de campagnes à frais partagés des années précédentes qui ont été clôturées en cours d'année.

Grandes campagnes de recrutement : au 31 décembre 2025, les dépenses s'élevaient à 3,2 millions de dollars sur un budget annuel de 4 millions de dollars.

Initiatives nationales en matière de stratégie : au 31 décembre 2025, les dépenses s'élevaient à 2,3 millions de dollars sur un budget annuel de 2,7 millions de dollars.

Initiatives régionales en matière de stratégie : au 31 décembre 2025, les dépenses s'élevaient à 3 millions de dollars sur un budget annuel de 4,3 millions de dollars.

Postes temporaires de personnes conseillères syndicales : Ce tableau présente les dépenses réelles par rapport au budget alloué pour couvrir les coûts des postes de personnes conseillères temporaires dans chaque région. Les dépenses réelles cumulées au 31 décembre 2025 s'élevaient à 2,9 millions de dollars sur un budget annuel de 4,6 millions de dollars.

CAISSE NATIONALE DE GRÈVE

État de la situation financière au quatrième trimestre

Actif : L'actif total de la Caisse nationale de grève s'élevait à 121,1 millions de dollars au 31 décembre 2025, contre 135,9 millions de dollars au 31 décembre 2024. Cet actif se composait de 3,7 millions de dollars en liquidités, de 3,1 millions de dollars en capitation à recevoir, de 321 000 \$ en comptes débiteurs et de 114 millions de dollars en placements.

Passif : Nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer totalisant 2,3 millions de dollars et un montant de 7,2 millions de dollars dû à la Caisse générale.
Solde de la Caisse : Au 31 décembre 2025, le solde de la Caisse s'établissait à 111,7 millions de dollars, contre 132,6 millions de dollars au 31 décembre 2024.

État des résultats au quatrième trimestre

La Caisse affichait un déficit d'exploitation de 19,7 millions de dollars et des pertes non réalisées de 1,2 million de dollars, ce qui porte le déficit net à 21 millions de dollars.

Revenus : Le total des revenus, en incluant les revenus de placements réalisés, s'élevait à 26,1 millions de dollars.

Dépenses : Le total des dépenses au 31 décembre 2025 était de 45,8 millions de dollars et se répartissait comme suit :

Dépenses consacrées aux grèves :	37 937 798 \$
Dépenses pour éviter une grève :	6 484 830 \$
Frais juridiques et d'arbitrage :	897 106 \$
Contestations judiciaires concernant les droits de négociation :	495 000 \$

GRÈVES ET LOCK-OUTS AU COURS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2025

Les membres du SCFP exigent plus et mieux partout au pays. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice, les sections locales suivantes ont été en grève ou en lock-out :

Section locale 3912 (N.-É.), Université Mount Saint Vincent

Section locale 3912 (N.-É.), Université Saint Mary's

Section locale 830 (Î.-P.-É.), services d'eau et d'utilité publique de la Ville de Charlottetown.

Section locale 4317 (QC), Port de Montréal

Section locale 5490 (transport aérien), Pascan Airlines

Section locale 1983 (QC), Société de transport de Montréal

Section locale 5564 (QC), Autobus Fleur de Lys

Section locale 1544 (ON), Timmins Transit

Section locale 1281-33 (ON), Association des professeur(e)s de l'Université York

Section locale 410 (C.-B.), Bibliothèque du Grand Victoria

Section locale 15 (C.-B.), Ville de Vancouver

Section locale 1699 (C.-B.), District régional de Fraser–Fort George

Section locale 2269 (C.-B.), District de Squamish

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS POUR LE TRIMESTRE EN COURS (T1)

Au moment de la rédaction de ce rapport, les sections locales suivantes étaient ou avaient été en grève ou en lock-out au cours du trimestre actuel :

Section locale 4317 (QC), Port de Montréal, 32 employé(e)s de bureau en grève du 22 septembre 2025 au 6 mars 2026.

Section locale 5490 (transport aérien), Pascan Airlines, 20 agentes et agents de bord en grève depuis le 28 octobre 2025.

Section locale 5564 (QC), Autobus Fleur de Lys, 22 membres en grève du 16 novembre 2025 au 10 février 2026.

Section locale 301 (QC), Ville de Montréal, 4 000 cols bleus en grève le 4 février 2026.

Section locale 301 (QC), Ville de Kirkland, 60 cols bleus en grève les 4 et 5 mars 2026.

Section locale 1281-33 (ON), Association des professeur(e)s de l'Université York, 8 membres en grève du 27 octobre 2025 au 6 février 2026.

Section locale 3912.5 (N.-É.) – Nova Scotia College of Art and Design, 90 membres en grève depuis le 4 mars 2026.

RETARDS DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATION

Pour le trimestre terminé en décembre 2025, le total de la capitation en retard était de 15 538 376 \$, une augmentation de 679 068 \$ ou 4,57 % par rapport au trimestre précédent terminé en septembre 2025. Le total des arriérés a augmenté de 6,29 % par rapport à décembre 2024. En moyenne, l'arriéré par membre s'élève à 20,23 \$, contre 19,72 \$ en décembre 2024. Cette moyenne est calculée sur la base d'une moyenne sur douze mois de 768 184 membres au 31 décembre 2025.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Au cours du premier trimestre de 2026, nous analysons et poursuivons activement des possibilités à Cornwall, à Kingston et dans la vallée du Fraser, où nos installations ne répondent plus à nos besoins. Nous sommes également en négociation pour de nouveaux locaux à Medicine Hat, Saskatoon, Moncton, Peterborough et Corner Brook, ainsi que pour de l'espace supplémentaire à notre bureau d'Edmonton. Toutes ces

transactions sont rendues nécessaires considérant notre croissance interne et la nécessité de trouver des locaux sûrs et de qualité. Nous sommes également en train de négocier le renouvellement des baux à Terrace, Red Deer et Niagara.

Nous avons plusieurs projets de construction de nouveaux locaux à Sydney, St. John's, London, Hamilton, Peel et Prince George. Nous travaillons également à définir l'étendue des travaux prévus pour les bureaux de l'Ontario et de l'Atlantique.

En raison de la croissance du SCFP au cours des dernières années, plusieurs de nos bureaux sont devenus trop petits. Cette situation a entraîné une augmentation significative des projets de déménagement, ce qui exerce une pression considérable sur l'équipe de gestion des propriétés et des baux. Afin de répondre à cette demande croissante, nous allons bientôt recruter une personne coordonnatrice nationale à la construction.

RAPPORT SUR L'INFORMATIQUE

Améliorations au Système de gestion des relations avec les membres (SGRM)

L'équipe informatique intègre de nouvelles fonctionnalités au SGRM, notamment au module ISL (informations sur les sections locales). Les améliorations portent sur la gestion des organisations et des structures provinciales, l'intégration des données relatives aux règlements et aux régimes de retraite provenant du module Conventions collectives et le déploiement de l'intégration des comités nationaux.

En collaboration avec la DOSR et les Finances, nous testons la faisabilité des paiements en personne sur le terrain pour les projets de syndicalisation. Nous avons retenu la société Square comme fournisseur de paiements; le service des finances a ouvert le compte et procède à des tests. L'équipe étudie également la possibilité d'ajouter le paiement en ligne et l'inscription de groupes au module « Éducation syndicale ».

La version électronique des formulaires de grève est en production. Nous avons mis en place un processus de soutien et choisi une unité/section locale pilote. Les principales parties prenantes se sont réunies pour planifier ce projet pilote. L'Éducation syndicale prépare du matériel de formation.

JustPay version 3

L'application JustPayV3, actuellement utilisée par les personnes conseillères en évaluation des emplois de l'Ontario et du Québec, continue à faire l'objet de mises à jour mineures. JustPayV2 sera abandonnée d'ici trois mois.

Fonds pour la justice mondiale

Le projet visant à faciliter les dons en ligne au Fonds pour la justice mondiale a atteint l'étape de l'élaboration d'un projet pilote. La deuxième version du document sur les exigences opérationnelles est terminée, y compris la mise à jour des ébauches

structurelles et des concepts d'interface utilisateur. Nous avons retenu la société Stripe pour l'intégration des paiements. Le développement du prototype intégré est en cours.

Remplacement du système de capitation

Le nouveau système de versement de la capitation pour les sections locales est rendu à l'étape des tests d'acceptation et de la correction des bogues. Sa mise en service est prévue pour le 1^{er} mai 2026.

Avanti

Le projet Avanti des RH pour l'assiduité reste en phase de test d'acceptation utilisateur. Nous espérons le mettre en service au début du printemps.

Solution de gestion de l'information (GI) : DocsSCFP

Le déploiement de DocsSCFP en Saskatchewan est terminé. Nous nous concentrons maintenant sur le suivi de l'adoption, le soutien au personnel et l'analyse de l'utilisation. L'équipe GI planifie également la feuille de route pour 2026, soit les déploiements régionaux, le renforcement de la gouvernance et la mise à jour des stratégies de conservation et d'élimination de documents.

Réseau et infrastructure

Le SCFP est en train de faire passer son infrastructure réseau d'un service hébergé géré par le fournisseur à un modèle cogéré et hébergé en interne. Dans le cadre de ce changement, la plateforme de gestion et d'analyse du réseau fonctionne désormais dans l'environnement nuagique du SCFP, ce qui en améliore le contrôle et la visibilité. L'un des principaux avantages de cette approche est que l'équipe informatique interne peut surveiller, gérer et mettre à jour le réseau d'une manière proactive et plus efficace en cas de besoin.

En outre, le service de l'informatique a conclu un accord avec un fournisseur tiers pour sauvegarder l'infrastructure Microsoft Azure du SCFP. Après un examen complet de l'environnement actuel, cette solution devrait permettre de réduire les coûts de stockage d'environ 50 % sur une période de trois ans, tout en renforçant la résilience globale et la protection des données.

Changement au poste d'adjointe exécutive

Comme je l'ai mentionné dans mon dernier rapport, Stephanie Malinsky a repris ses fonctions à temps pour se saisir des négociations qui auront lieu cette année dans le secteur de l'éducation en Ontario. Dans le cadre de cette transition, je veux souhaiter la bienvenue à Angella MacEwen au poste d'adjointe exécutive au sein du BSTN.

Beaucoup d'entre vous la connaissent comme notre actuelle directrice de la recherche par intérim, ainsi que comme économiste principale du SCFP, poste qu'elle a occupé pendant plus de sept ans. Avant de travailler chez nous, Angella a été économiste principale au Congrès du travail du Canada pendant de nombreuses années. Elle a été candidate fédérale du Nouveau Parti démocratique, membre de l'Institut Broadbent et du Centre canadien de politiques alternatives, en plus d'être une penseuse et auteure reconnue en matière d'économie progressiste au Canada.

Nous nous réjouissons de travailler avec elle dans cette nouvelle fonction. Joignez-vous à moi pour la féliciter et lui souhaiter la bienvenue.

ADMINISTRATION DES RETRAITES

Le 1^{er} janvier 2026, je suis devenue la présidente du Conseil de fiducie mixte et Vickie Houston en est devenue la vice-présidente.

Le Conseil tiendra sa première réunion de l'année le 1^{er} avril. Ses membres discuteront, entre autres, des résultats de l'évaluation préliminaire au 1^{er} janvier 2026.

L'évaluation actuarielle déposée le 16 septembre 2025 a confirmé un taux de cotisation de l'employeur de 13,20 % des gains ouvrant droit à pension, ce qui restera en vigueur pour 2026.

Départs à la retraite

Catherine R. Bumbaca, composante Air Canada, 1^{er} février 2026
Karen D. Wilson, Bureau régional de la Colombie-Britannique, 1^{er} février 2026
Michael J. Walters, Bureau de Lakehead, 1^{er} mars 2026
Jeffrey M. Van Wyk, Bureau régional de l'Ontario, 1^{er} mars 2026
Nathalie C. Carrier, Bureau de Timmins, 1^{er} avril 2026
François Rollet, Bureau régional du Québec, 1^{er} avril 2026
Gérald LeBlanc, Bureau d'Edmundston, 1^{er} mai 2026
Robin Silverman, Bureau régional de l'Ontario, 1^{er} mai 2026
Rhonda Heisler, Bureau régional de la Saskatchewan, 1^{er} décembre 2026.

CONCLUSION

Il est clair que l'année à venir sera difficile. Tout a commencé par un bouleversement majeur au Venezuela. Depuis, l'instabilité au-delà de nos frontières ne montre aucun signe d'apaisement. Chaque semaine semble apporter son lot de développements, souvent alarmants et toujours déstabilisants, qui mettent à l'épreuve notre résilience et qui accentuent l'incertitude. Dans ce contexte, l'immobilisme n'est pas une option. Pour relever ces défis, il faudra faire preuve de détermination et être prêt à affronter ensemble les difficultés.

Dans ces moments-là, notre plus grande force, c'est notre solidarité. Les membres du SCFP ont toujours su se serrer les coudes et faire face à l'incertitude en misant sur la solidarité plutôt que sur la peur. Nous avons tout ce qu'il faut pour relever les défis qui nous attendent. Il suffit de rester organisés, mobilisés et unis autour de nos valeurs communes : la dignité, l'équité et des services publics de qualité. Ensemble, nous continuerons à protéger ce qui compte et à construire l'avenir que nos membres et nos communautés méritent.

Respectueusement présenté par,

La secrétaire-trésorière nationale,



CANDACE RENNICK

:nf/sec